

Communiqué FO

Discours sur l'Etat de l'Union européenne : peut mieux faire !

Alors que l'UE est secouée par de nombreuses crises, face auxquelles elle semble incapable de donner la moindre réponse concrète et que les travailleurs et citoyens européens ne lui accordent plus confiance, le président de la Commission Jean-Claude Juncker a délivré ce matin devant le Parlement européen un discours très attendu sur l'Etat de l'Union.

S'il reconnaît que l'UE vit une crise existentielle et se montre incapable d'offrir des réponses aux défis qui se posent, notamment la montée du chômage et des inégalités sociales, FO considère que le cap donné ce matin ne rompt pas avec les politiques menées jusqu'à présent et que l'Europe doit radicalement changer pour avancer.

Ainsi, l'annonce du doublement du plan d'investissement d'ici 2022 va dans la bonne direction mais il ne s'agit que de prolonger le plan actuel qui reste très insuffisant pour répondre à l'urgence de créer des emplois et au retard d'investissement accumulé depuis la crise. Sans une réorientation profonde des politiques économiques menées en Europe, sans l'abandon de l'austérité et des réformes structurelles régressives qui minent la confiance et précarisent les salariés, l'Europe restera dans l'incapacité de répondre aux attentes des travailleurs.

Pour FO, le volontarisme affiché par le président de la Commission et le rappel de ses convictions européennes ne peuvent masquer le fait que l'UE actuelle reste enfermée dans le statu quo et des politiques qui renforcent la montée des mouvements de rejet de l'autre.

En l'absence de décisions fortes sur l'Europe sociale, l'UE sera incapable de retrouver la confiance des peuples. Changer l'Europe, c'est renouer avec l'objectif de progrès social. Aujourd'hui, l'Europe est très souvent perçue comme un danger alors qu'elle devrait être porteuse de droits, de garanties et de progrès social. Remettre le social au cœur du projet européen exige d'inverser les modalités de la construction européenne en luttant contre le dumping social entre les travailleurs européens, en égalisant les conditions de concurrence vers le haut et en révisant les Traités.

Pour FO, les travailleurs ne peuvent plus souscrire à une Europe qui s'acharne à privilégier le libéralisme économique et consacre une logique de concurrence entre Etats et donc entre leurs modèles sociaux nationaux. Avant d'être celle des marchés, l'Europe doit être celle des travailleurs.

Contact : Andrée Thomas

Secrétaire confédérale Europe international

01.40.52.83.32